

# Madagascar : Projet de Développement Communal Inclusif et de Décentralisation (phase III)

Les communes partenaires assument efficacement leur rôle d'acteurs du développement local axé sur la pauvreté, en collaboration avec la société civile et les institutions de l'Etat.

## Les enjeux

Madagascar est encore un pays pauvre et les conséquences de la crise COVID 19 et les impacts du changement climatique ne font qu'aggraver la situation. Même les taux de croissance positifs jusqu'à l'arrivée de la pandémie n'ont pas été traduits vers un développement durable inclusif. Les institutions publiques agissent principalement de manière opaque et sont peu performantes.

Madagascar va entrer en 2023 dans une année électorale qui ne garantit pas une stabilité politique. Mais au-delà des différentes crises politiques, les communes de Madagascar se sont révélées être une base de stabilité pour le développement durable du pays. Cependant, ces communes sont confrontées à de grands défis liés aux moyens financiers, au nombre et qualités de leurs agents et au manque d'infrastructures numériques.

Avec l'appui de ProDéCID/GIZ, durant les deux premières phases, des progrès ont pu être constatés. Mais ces efforts nécessitent actuellement une stratégie de mise à l'échelle et de capitalisation.

Sinon, l'adoption de la Lettre de Politique de Décentralisation Emergente (LPDE) en aout 2021 et de son Plan Opérationnel en aout 2023, posent les bases juridiques et stratégiques pour de nouvelles étapes de réforme de la décentralisation.

## L'approche

La stratégie vise à valoriser les effets existants et les bonnes pratiques de ProDéCID I et II par une approche multi-acteurs et multi-niveaux. L'aspect central est de permettre et de consolider le transfert de connaissances et l'échange d'expériences entre les communes. Une attention particulière sera accordée à



Intitulé du projet	Projet de Développement Communal Inclusif et de Décentralisation
Commettant / Client	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ)
Organisme d'exécution	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Zone du projet	Régions DIANA, BOENY, CUA et le Grand Tana République de Madagascar
Organisme de tutelle	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
Durée globale	03 ans
Enveloppe financière	6,250 Millions

l'augmentation de la capacité d'autogestion des communes et de leur réactivité vis-à-vis des citoyens.

Domaines d'intervention :

- Amélioration de la transparence de la gestion financière communale
- Utilisation systématique de formats d'échange et d'apprentissage pour une gouvernance locale efficace
- Utilisation de formats de dialogue et de participation pour une interaction directe entre l'Etat et les citoyens au niveau communal
- Mise à disposition des communes partenaires des approches de développement urbain inclusif et orienté vers la pauvreté.

Les mesures prises par ProDéCID/GIZ en faveur des communautés contribuent à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, la promotion de la paix et d'institutions équitables et efficaces, en fournissant aux communautés des approches axées sur le développement pour réduire la pauvreté et en contribuant à la création d'une gestion transparente des finances communales.



Photo : Renforcement des capacités des chefs de districts sur l'andragogie © <ProDéCID/GIZ>

Anja, HEUFT  
Directrice de Projet  
Anja.heuft@giz.de

*Photo de gauche : Renforcement des capacités des collectivités territoriales décentralisées sur les finances locales © <ProDéCID/GIZ>*

*Photo de droite : <Partenariat de ProDéCID/GIZ avec la Commune urbaine d'Antananarivo sur la gestion du trafic de la Capitale > © <ProDéCID/GIZ>*

## Principaux résultats de la phase II

### Les résultats en chiffres ...

- ✓ 112 Communes partenaires ont pu élaborer une stratégie fiscale pour l'amélioration des ressources propres ;
- ✓ 61 milliards d'Ariary collectés auprès de 600 entreprises par E-Hetra paiement ;
- ✓ 339 400 contribuables utilisent l'E-hetra phone ;
- ✓ 136 communes ont appliqué l'exercice d'auto-évaluation IGL ;
- ✓ 16 de réseaux d'apprentissage et de partage opérationnels ;
- ✓ 7 districts appuyés par leur fonction d'appui-conseil de 140 communes ;
- ✓ 1 090 000 citoyens bénéficiaires d'une amélioration des services d'Etat civil ;
- ✓ 20147 personnes ont bénéficié de la mise en œuvre du Partenariat Multi-Acteurs avec 44 projets mis en œuvre ;
- ✓ 1187 agents communaux bénéficiaires de renforcement de capacité sur la gestion financière et budgétaire, fiscalité locale, digitalisation, etc.
- ✓ 19 outils digitaux développés sur les différents thématiques de la gouvernance et de la décentralisation ;
- ✓ 6 dossiers de plaidoyer élaborés par des OSC pour des consultations nationales du gouvernement central sur la formulation de politiques pertinentes pour le développement local ;
- ✓ 177 OSC accompagnées ;
- ✓ 50 fokontany de la commune urbaine d'Antananarivo, avec un haut risque de propagation de la pandémie, accompagnés dans la lutte contre la COVID-19.

### ... et en faits

La commune rurale d'Anjajia se situe dans la partie Sud Est de la région Boeny, à 126 Km de Majunga. Elle est rattachée administrativement au district d'Ambatoboeny. Située à 11 km de la RN4, la commune a une superficie de 307 km<sup>2</sup>. L'ensemble de ses 11 fokontany regroupe une population estimée à 32 892. C'est la seule commune dirigée par une mairesse dans cette circonscription.

La commune d'Anjajia a connu une certaine amélioration en matière d'exécution budgétaire, avec un taux de réalisation de 98% en 2021 contre 52% en 2019. Suite à sa nouvelle stratégie fiscale avec l'appui de ProDéCID/GIZ, du district et de l'Organisme Public de Coopération Intercommunale (OPCI), elle connaît une augmentation de 31% en matière de ressources propres qui était de 205 millions en 2021 contre 157 millions en 2020, dont le taux de recouvrement était de 29% à 54%, malgré le COVID-19 et l'inondation. Pour Anjajia, le basculement vers le budget de programme, puis l'intégration de l'informatisation et la participation citoyenne, constituent des piliers majeurs pour une amélioration financière et budgétaire.

Le service administratif de la commune a été primé par le BIANCO: "meilleure performance en matière de lutte contre la corruption", avec une note de 90,90/100. C'est grâce aux appuis de ProDéCID/GIZ, liés entre autres à l'amélioration du système d'Etat civil, l'informatisation, l'archivage et la mise en place des standards de service. La commune d'Anjajia a aussi bénéficié de l'appui de PDCID à travers la réhabilitation des pistes communales. Dans ce cadre, le partenariat multi-acteurs en service de base, a porté ses fruits, avec le projet d'entretien de ces pistes communales permettant à la commune de mieux gérer ses priorités.

L'outil d'auto-évaluation IGL conçu avec ProDéCID/GIZ a aidé la commune à entamer des exercices d'auto-évaluation et d'élaborer un plan de redressement lui permettant d'avancer dans une bonne gouvernance locale (avec une note de 7.18/10).

Publié par Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH  
Siège de la société **Dag-Hammarskjöld Weg 1-5**  
**65760 Eschborn**  
**Allemagne**  
**T : +49 (0)6196 79-1175**  
**F : +49 (0)6196 79-1115**

Auteur  
Mise en page GIZ  
Situation

Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ.

En coopération avec  
Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation  
Mandaté par Bundesministerium für wirtschaftliche  
Kooperation und Zusammenarbeit (BMZ)

Adresses postales  
des deux sièges du  
BMZ

BMZ Bonn  
Dahlmannstraße 4  
53113 Bonn  
Allemagne  
T : +49 (0)228 99 535-0  
[poststelle@bmz.bund.de](mailto:poststelle@bmz.bund.de)  
[www.bmz.de](http://www.bmz.de)

**BMZ Berlin**  
**10963 Berlin**  
**Allemagne**  
**T : +49 (0)30 18 535-0**